

The Chairman: We picked up a statement today that INAC wasn't going to be providing any new funding for homes unless—

Mr. Brooke: Yes, this is why we think it's important to identify the cost of new construction in a much more realistic way. It's not simply because we need to build better quality houses and larger houses. It's because of the reality of that Indian Affairs is creating.

Chief Whitecap will probably speak to this. Because of the poverty in the community, many have built homes with the money available from the Indian Affairs subsidy. The majority of our bands are still not prepared to work with CMHC. We have about four bands working with CMHC. La Ronge started last year.

People are building houses with a subsidy that averages around \$42,000, depending on the community. There's a range from \$38,000 up to about \$60,000 by the time you get into the far north. Bands frequently have been running deficits by constructing to the minimum housing standard. There are unserviceable houses, frequently without bathrooms, without roughed-in plumbing or anything. They just build a basic home and maybe spend in the order of \$50,000 or \$55,000 and frequently create deficits for themselves.

They are now in a situation, we estimate, that in order to receive the subsidy—which is in the order of \$40,000 to \$42,000—we have to participate in trying to demonstrate that the house is a fully serviceable house. We estimate it would cost on average at least \$20,000 more than the subsidy.

We made a request a month ago that the least the department could do is get out of the business of trying to control the decision a band makes once it's received its allocation. We understand that at some point there's a fixed amount of money to work with and that the department, like any other government agency, has to work out some way to make its allocations. We spent a lot of energies over the last number of years trying to ensure that those allocations are based to some extent on need. We're still not there, but allocations are based a bit more on need than they were five years ago.

The allocation system used is largely based on population and varying construction factors. When a band receives that amount of money, it should be given the autonomy to determine the wisest investment of that money with respect to housing and its value. The problem right now is that the band is restricted. If a band's subsidy level is \$40,000 and it will cost them \$60,000 to build a house that meets the standard required to access that \$40,000, if they are not

Le président: Aujourd'hui, on nous a transmis un communiqué selon lequel le MAIN n'entendait plus financer la construction d'une nouvelle maison à moins que...

M. Brooke: Oui, c'est pourquoi il convient, d'après nous, de déterminer d'une manière beaucoup plus réaliste les coûts de construction de nouveaux logements. Ce n'est pas simplement parce qu'il nous faut bâtir des logements plus spacieux et de meilleure qualité. C'est essentiellement à cause de la situation que le ministère des Affaires indiennes est en train de créer.

Le chef Whitecap évoquera d'ailleurs sans doute la question. Étant donné la pauvreté de nos populations, beaucoup de gens ont construit des maisons avec l'aide de subventions accordées par le ministère des Affaires indiennes. La plupart des membres de notre bande n'acceptent toujours pas de traiter avec la SCHL. Quatre bandes seulement acceptent de traiter avec cet organisme. La bande de La Ronge n'a, elle, accepté de le faire que l'année dernière.

Ainsi, selon les communautés, les gens d'ici construisent des maisons à l'aide d'une subvention qui s'élève, en moyenne, à 42,000\$. En effet, les subventions vont de 38,000\$ à 60,000\$ s'il s'agit du Grand Nord. Mais, même en construisant des logements sommaires, les bandes s'endettent. On voit, en effet, des maisons qui ne peuvent pas être reliées aux adductions d'eau ou aux réseaux d'égouts car elles ne possèdent pas de salle de bain ni même des équipements sommaires permettant d'effectuer les branchements. Il s'agit, très souvent, d'un logement sommaire qui va tout de même coûter 50,000\$ ou 55,000\$ à construire et qui obligera le propriétaire à s'endetter.

Les subventions actuelles vont de 40,000\$ à 42,000\$ et, pour pouvoir prétendre à une subvention, il faut démontrer que le logement en cause est susceptible d'être raccordé aux réseaux d'égout et d'adduction d'eau. Or, nous estimons que, pour chaque logement, le coût des travaux dépassera d'environ 20,000\$ la subvention prévue.

Le mois dernier nous avons demandé au ministère de ne pas chercher à contrôler la manière dont les bandes dépensent les sommes qui leur sont allouées. Nous comprenons très bien que le ministère ne dispose pas de ressources infinies et que, comme tout autre organisme gouvernemental, il est obligé de faire des choix budgétaires et de procéder à la répartition des crédits disponibles. Au cours des dernières années, nous avons tout fait pour assurer que les crédits seront répartis en fonction des besoins. Nous n'y sommes pas encore parvenus, mais je peux dire aujourd'hui que le ministère tient mieux compte des besoins qu'il ne le faisait il y a cinq ans.

L'affectation des crédits se fait principalement en fonction de la population et d'un certain nombre de facteurs liés à la construction. Lorsqu'une bande se voit octroyer une certaine somme d'argent, nous estimons qu'elle devrait se voir en même temps reconnaître le droit de décider de la répartition de cet argent entre les divers aspects de la construction. Or, aujourd'hui, la bande n'a pas cette latitude. Si l'on accorde à une bande une subvention de 40,000\$, mais